

Nicolas Offenstadt, *L'histoire bling-bling. Le retour du roman national*, Paris, Stock, 2009, 150 p.

Sonia Combe

Écrit dans un style percutant, à la hauteur des enjeux, *L'histoire bling-bling* est, sans conteste, un essai d'actualité. Jamais le passé national n'a été autant instrumentalisé (« consommé ») dans les discours d'un chef d'État qu'aujourd'hui. Tous les présidents ont, certes, plus ou moins, mis à contribution l'histoire nationale, cela fait même partie de leur fonction, mais le « président bling-bling fait lui de l'histoire bling-bling, clinquante, voyante, pas bien profonde dans ce contexte de nouveaux rapports au passé ». « L'histoire bling-bling, dit encore Nicolas Offenstadt, c'est un grand mélange ou tout s'entrechoque, comme dans une boîte de nuit quand les néons tournent à plein [...] ». Et enfin : « L'histoire bling-bling est, on s'en doute, une histoire pipole. » Voilà pour la définition dont on avait à peine besoin tant le bling-bling est devenu, sous nos yeux, plus qu'un mode de vie, un mode de gouverner.

Tour à tour, des grandes figures nationales tirées d'un livre d'histoire de France racontée aux enfants sont jetées dans l'espace public le temps d'une commémoration, d'un voyage présidentiel, d'une envie de faire du bruit. Histoire de briller lorsque les néons menacent de s'éteindre ? Il y a de cela, mais l'objectif n'en a pas moins davantage de contenu. Car tous ces exemples, de Jean Jaurès à Guy Môquet, en passant par le « dernier poilu », toutes ces figures « bling-bling » mises bout à bout, en dehors de tout contexte et de toute cohérence, finissent par faire sens : produire de l'identité nationale, cette identité devenue si chère, de l'adhésion autour de ces « icônes ». Comme au bon vieux temps de Lavisser pour qui la « connaissance de l'histoire [...] éclaire l'amour de la patrie ». Mais comme si Lucien Febvre n'avait jamais écrit : « Une histoire qui sert est une histoire serve. » (Le rappel de cette petite phrase vaudra peut-être au fondateur des *Annales* de ne pas être, à son tour, enrôlé, contrairement à Marc Bloch dont le président fait sans vergogne un grand mésusage.) En bref, dit Nicolas Offenstadt, on assiste à un retour du « roman national » qui tendrait à « naturaliser le patriotisme ».

A priori, on résiste à l'idée. L'auteur n'irait-il pas trop loin ? Le patriotisme n'a-t-il pas désormais une connotation résolument négative ? Qui, de nos jours, parmi les historiens, participerait à une telle entreprise ? Hélas, la démonstration est convaincante.

Tandis que les enseignants d'histoire se débrouillaient comme ils le pouvaient avec la fameuse lettre de Guy Môquet, dans des cercles plus élevés, des historiens se laissaient embrigader par la perspective de la création d'un grand musée d'histoire de France « dont la problématique principale [...] est empruntée à Max Gallo et à ses formules vantant l'« âme de la France » ». Plutôt que de s'attaquer à l'idée même, ils se laissaient distraire du fond du problème par la question subalterne de la localisation du musée à venir. Un musée qui, selon son rapporteur, serait tout entier « sous le sceau de la continuité (le *continuum*) de la France ». On aimerait ironiser autour d'une histoire linéaire dans un temps homogène et vide, mais il y a plus important. La fonction d'un tel musée, très prisé – et pour cause – par les États de type soviétique

qui avaient le monopole de l'histoire, est de produire une vision consensuelle de l'histoire nationale. (À moins d'être conçu comme un lieu où des expositions temporaires se succèderaient avec des angles d'attaques différents, mais tous les musées d'histoire nationale ont échoué dans ce domaine : il suffit, pour s'en convaincre, de voir comment le *Deutsches historisches Museum*, à Berlin, est parvenu à figer dans une représentation réductrice l'histoire de l'Allemagne de l'Est.) Qu'attendre de promoteurs d'un tel projet, dès lors qu'ils sont hantés par la diversité de mémoires disqualifiées comme « communautaristes », par l'idée d'une « repentance » que véhiculeraient des minorités faisant obstacle à la fabrication de l'identité nationale ? De même que les commémorations ne sont pas, comme elles pourraient l'être, l'occasion de faire revivre l'événement en le replaçant dans son contexte et en en livrant différentes interprétations, le musée d'histoire nationale n'a d'autre but que d'imposer sa vision subordonnée à la dimension idéologique et identitaire qu'on lui assigne officiellement. Alors, qu'importe le lieu, pourvu qu'on ait l'ivresse !

Sollicités par le pouvoir, des historiens qui avaient cru leur discipline en danger avec les lois dites « mémorielles », acceptent finalement de jouer le rôle de conseillers du prince, prêtant main forte aux projets présidentiels. On pourra lire dans l'essai de Nicolas Offenstadt la façon dont les attaques contre ces lois, toutes confondues, au nom de la « liberté pour l'histoire » alimentent de façon sous-jacente l'opposition « stérile et peu heuristique » – on ne pouvait trouver meilleure expression – entre mémoire et histoire qui occupe la scène académique. On y trouvera une analyse critique du rapport Kaspi sur les commémorations, réduites au nombre de trois et dont la sélection (14 juillet, 11 novembre et 8 mai) reflète, de façon exemplaire, un repli identitaire auquel on voudrait ne pas croire.

Il reste le fait que, finalement, l'intrusion du pouvoir politique dans l'enseignement de l'histoire a ceci de positif qu'elle a relancé la question du rôle de l'historien dans la cité. Il n'est pas surprenant que ce soient les enseignants du secondaire qui résistent le plus, aujourd'hui, au rôle qu'on tente de leur faire jouer à nouveau : il y a longtemps qu'ils n'entendent plus former des petits soldats, mais des citoyens à l'esprit critique. Les former à l'histoire en intégrant tous les « passés douloureux » de la nation participe de la construction d'un nécessaire lien social – à ne pas confondre avec la fabrication d'une identité nationale autour d'un impossible récit national commun.